



Près de 1000 participants, avec Ursula von der Leyen en tête d'affiche

GUERRE EN UKRAÏNE Le sommet sur la reconstruction du pays accueillera des délégations de 38 Etats et 14 organisations internationales. La présidente de la Commission européenne est pour l'heure la seule dirigeante de renom à y participer

PHILIPPE BOEGLIN

🐦 @BoeglinP

Ce ne sont pas moins de 1000 participants qui se presseront à Lugano lundi et mardi à la conférence sur l'Ukraine: représentants des gouvernements, des organisations internationales, de la société civile, de l'économie privée et du monde universitaire plancheront sur la reconstruction du pays envahi par la Russie, dont les régions de l'est continuent d'être le théâtre de terribles combats armés. Pour l'instant, 52 délégations officielles sont inscrites, provenant de 38 Etats et de 14 organisations internationales. Quelque 590 participants individuels les complètent, issus avant tout du secteur privé et de la société civile, a énuméré ce jeudi le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). «C'est la première grande plateforme traitant de la reconstruction de l'Ukraine», salue Artem Rybchenko, ambassadeur de Kiev en Suisse, dont le pays co-organise l'événement.

Où est la France?

Parmi les dirigeants accueillis par le président de la Confédération, Ignazio Cassis, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, tiendra le haut du pavé. Elle sera épaulée par le premier ministre tchèque, Petr Fiala, dont le pays assurera la présidence de l'Union européenne pendant les six mois à venir. Un cran en dessous, les six autres pays dépêchant leurs chefs de gouvernement n'appartiennent pas au cercle des grandes puissances. Il s'agit entre autres de la Pologne, de la Slovaquie et de la Lituanie.

Au-delà, 15 Etats envoient des ministres, et 15 autres des vice-ministres ou des hauts fonctionnaires. C'est le cas des Etats-Unis, de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de l'Italie. Un grand Etat brille pour l'heure par son «absence»: la France. Le DFAE attend toujours sa réponse. Une incertitude due au contexte national: les élections législatives viennent tout juste de se terminer, et aucun gouvernement n'a pu être formé. Le président Emmanuel Macron devrait annoncer sa composition vendredi ou lundi. En attendant, impossible de désigner un ministre pour aller à Lugano.

Le rendez-vous tessinois succède à des sommets du G7, de l'OTAN ou de l'UE. Il s'écarte de ceux-ci en se focalisant sur la reconstruction de l'Ukraine en guerre. En cela, il est le premier du genre, soutiennent Berne et Kiev. Les promesses de dons et d'enveloppes financières ne figurent pas au centre des objectifs fixés par les deux hôtes. Vu le conflit qui fait toujours rage, il est trop tôt pour définir des montants précis à verser et les objets spécifiques à atteindre. Lugano doit permettre d'exprimer un large soutien, et de fixer les principes et règles encadrant l'emploi de l'argent octroyé.

«Deux éléments me paraissent essentiels: la durabilité, qui doit être au centre du processus, et le fait que l'Ukraine doit diriger la manœuvre, avance Simon Pidoux, ambassadeur en mission spéciale pour la conférence. La lutte contre la corruption et la réforme de la justice sont évidemment centrales.

«La lutte contre la corruption et la réforme de la justice sont centrales. Des dizaines, voire centaines, de milliards de francs vont arriver en Ukraine»

SIMON PIDOUX, AMBASSADEUR EN MISSION SPÉCIALE POUR LA CONFÉRENCE

Des dizaines, voire des centaines de milliards de francs vont arriver en Ukraine.» Aux yeux du haut diplomate, l'utilité de la conférence tessinoise se mesurera au «langage commun qu'elle parviendra ou non à initier pour guider l'action des dix, vingt années suivantes».

Zelensky autocrate?

Evidemment, le point de vue des organisateurs ne fait pas l'unanimité. En Suisse, à l'image du parti conservateur UDC, certains doutent du bien-fondé du sommet, estimant qu'il intervient à un moment trop précoce, qu'aucune avancée pour la paix ne peut être faite puisque la Russie n'est pas présente, et que le jeu n'en vaut pas la chandelle au vu des nombreuses restrictions de déplacement subies par la population locale.

De même, le sens démocratique de l'homme fort de Kiev, le président Volodymyr Zelensky (présent en ligne à Lugano), n'échappe pas aux critiques. Sa proximité avec les oligarques et la corruption avive les craintes. Il aurait en outre, selon le *Blick*, prévu à l'origine de n'envoyer que des députés de son parti, et de faire une croix sur ceux de l'opposition. Ce n'est qu'après protestations que certains parlementaires d'autres formations politiques auraient pu prendre le chemin de Lugano. Mais ils resteraient bien inférieurs en nombre. Un choix qu'Artem Rychenko justifie. «La priorité a été donnée aux présidents des commissions parlementaires, et ceux-ci proviennent souvent du parti du président.» ■